

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 5 août 2025

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 25 - 432

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

WEPA FRANCE

RN 60 - ZI de TORVILLIERS
10440 LA RIVIERE-DE-CORPS

Code AIOT : 0005702271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mai 2025 dans l'établissement WEPA FRANCE implanté RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE-DE-CORPS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2020020-0003 du 20 janvier 2020

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WEPA FRANCE
- RN 60 - ZI de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE-DE-CORPS
- Code AIOT : 0005702271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société WEPA exploite sur son site de TORVILLIERS un établissement de fabrication de papier d'hygiène (mouchoir, papier d'essuyage, papier toilette, ...).

L'activité du site est couverte par l'arrêté préfectoral n° 01-1477A du 14 mai 2001 modifié, et est soumise au régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La société fonctionne du lundi au lundi, soit 7 jours sur 7 et en 3*8.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	AP Complémentaire du 22/02/2019, article 6.6	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	SURVEILLANCE DES SOLS	AP Complémentaire du 22/02/2019, article 6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les études demandées dans les articles 6.5 et 6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire PCICP2019053-002 du 22/02/2019 ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°PCICP2020020-0003. L'inspection des installations classées a procédé à l'étude des rapports n°A108086/A et n°A103057/A dont les conclusions sont présentées dans le rapport.

Lors de la visite l'inspection des installations classées constate le retour à la conformité de l'exploitant. De plus l'analyse des rapports fournis par l'exploitant conduit l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le préfet d'encadrer la mise en place d'un nouveau piézomètre ainsi que les campagnes d'analyses préconisées dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SURVEILLANCE DES SOLS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2019, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse du sol
Prescription contrôlée : L'exploitant propose au Préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la parution du présent arrêté, une étude de sols conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017 afin d'identifier la présence ou non d'une pollution. Cette étude intégrera des analyses du sol au niveau des 2 bassins d'infiltration.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel lors de la visite le document A108086/A.

Cette étude du 15 décembre 2020 présente les analyses du sol au niveau des deux bassins d'infiltration ainsi que l'identification des contaminants.

L'inspection des installations classées constate le retour à la conformité sur ce point.

Etude des rapports transmis :

Les analyses de sol menées en février 2020 dans les fonds de bassins n°1 et n°2 montrent une amélioration notable par rapport à 2015 :

- disparition des anomalies en HAP,
- baisse significative du COT et des hydrocarbures totaux,
- diminution générale des métaux.

Le nickel et le zinc présentent encore des dépassements des seuils bas des fonds géochimiques INRA, sans excéder les bruits de fond locaux. De même les valeurs en HAP ne dépassent pas le bruit de fond local. Les valeurs mesurées en 2020 pour les COT, HAP sont en dessous des valeurs d'acceptation en ISDI.

Il est à noter que la valeur des EOX sur l'une des deux mesures du bassin n°1 s'élève à 0,41 mg/kg pour un bruit de fond de 0,25 mg/kg. L'étude précise que la présence en AOX et EOX semble concerner l'ensemble de la zone étudiée sans que cela puisse être corrélé avec le site de WEPA.

Par conséquent, il n'est pas identifié de pollution particulière du site nécessitant une intervention à ce stade de la vie de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/02/2019, Article 6.6

Thème(s) : Risques chroniques, Etude de la surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant propose au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, une étude relative à la surveillance des eaux souterraines réalisée par un expert reconnu en matière d'hydrogéologie, choisi en accord avec l'inspection des installations classées, permettant de :

- définir l'emplacement approprié pour l'implantation du dispositif de contrôle à mettre en place en fonction du contexte du site à surveiller et du sens des écoulements souterrains transitant sous le site,
- définir la nature de ce dispositif et émettre des recommandations concernant les modalités de sa réalisation,
- définir si les forages présents sont suffisants ou si la création d'ouvrage supplémentaire s'avère nécessaire aux vues des enjeux,
- définir les modalités de la campagne de contrôle en tenant compte des caractéristiques de la nappe

La caractérisation de l'état des eaux souterraines doit tenir compte du comportement des eaux souterraines, c'est-à-dire des conditions hydrodynamiques et des battements de nappe. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue seront remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a transmis lors de la visite d'inspection, le document n°A103057/A sur les mesures des niveaux d'eau du 22/01/2020. Dans le rapport de IED phase 2 n°104157 version A du 02/04/2020, il est indiqué les paramètres à suivre pour l'établissement d'un « état zéro » de la qualité des eaux souterraines.

L'inspection des installations classées constate le retour à la conformité sur ce point.

Étude du rapport n°A103057/A sur les mesures des niveaux d'eau du 22/01/2020 :

L'étude a examiné le comportement de la nappe en phase de pompage (induit par le site) et en écoulement naturel, et conclut à des sens d'écoulement différents dans ces deux cas de figure. Par conséquent, le rapport préconise à l'exploitant de positionner un deuxième piézomètre en amont hydraulique de la nappe au repos et en amont de la nappe en pompage. Lors de la visite, il a été constaté la mise en place de ce deuxième piézomètre conformément au plan identifié dans ce rapport. L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet d'encadrer ce nouveau piézomètre.

Étude du rapport IED phase 2 n°104157 version A du 02/04/2020 :

Lors de l'étude des documents fournis par l'exploitant, il a été constaté que le rapport IED identifie des analyses pour le suivi des eaux souterraines suivantes. Par conséquent il convient d'encadrer un suivi pérenne des eaux souterraines s'appuyant sur la liste de polluant transmise. A défaut d'avoir obtenu un positionnement de l'exploitant sur la question, l'inspection des installations classées propose d'imposer à l'exploitant à suivi semestriel visant à suivre les impacts du site sur les eaux souterraines en périodes de hautes et basses eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires